

Fausse pistes...

Les défis démographiques, climatiques, environnementaux et sociaux appellent à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques de l'énergie innovantes et volontaristes. Mais attention : un changement peut en cacher un autre !

► Service public ou concurrence ?

Pour l'électricité et le gaz naturel, le service public à la française s'est avéré efficace : notre système énergétique a été classé parmi les plus performants au monde. Les logiques de long terme ont prévalu, les investissements décidés en fonction de l'intérêt général et mis en cohérence. Pourtant, à partir de la fin des années 1990, privatisations et mises en concurrence ont été présentées comme des solutions pour faire baisser les prix. La preuve est faite de leur inefficacité. Les capitaux privés rechignent à investir quand la rentabilité est à long terme, ce qui est souvent le cas dans le secteur de l'énergie. À l'opposé de ces logiques, la maîtrise publique, la mutualisation des moyens, la péréquation des tarifs, la participation des salariés avec leurs organisations syndicales, des citoyens et de leurs élus, restent d'actualité pour répondre aux défis de notre époque.

► La privatisation de l'hydro-électricité

Les barrages sont un maillon clé de notre système électrique car ils permettent d'ajuster la consommation et la production, notamment lors des périodes de pointe. Et c'est pour cela que les opérateurs de la spéculation énergétique les convoitent ! La loi dite de transition énergétique a répondu à leur souhait et mis le service public à la merci de ces opérateurs. Ils pourront faire monter les prix de cette électricité au moment où on en aura le plus besoin, lors des pics de consommation ! On a installé les règles de la bourse dans un des secteurs qui s'y prête le moins : l'électricité !

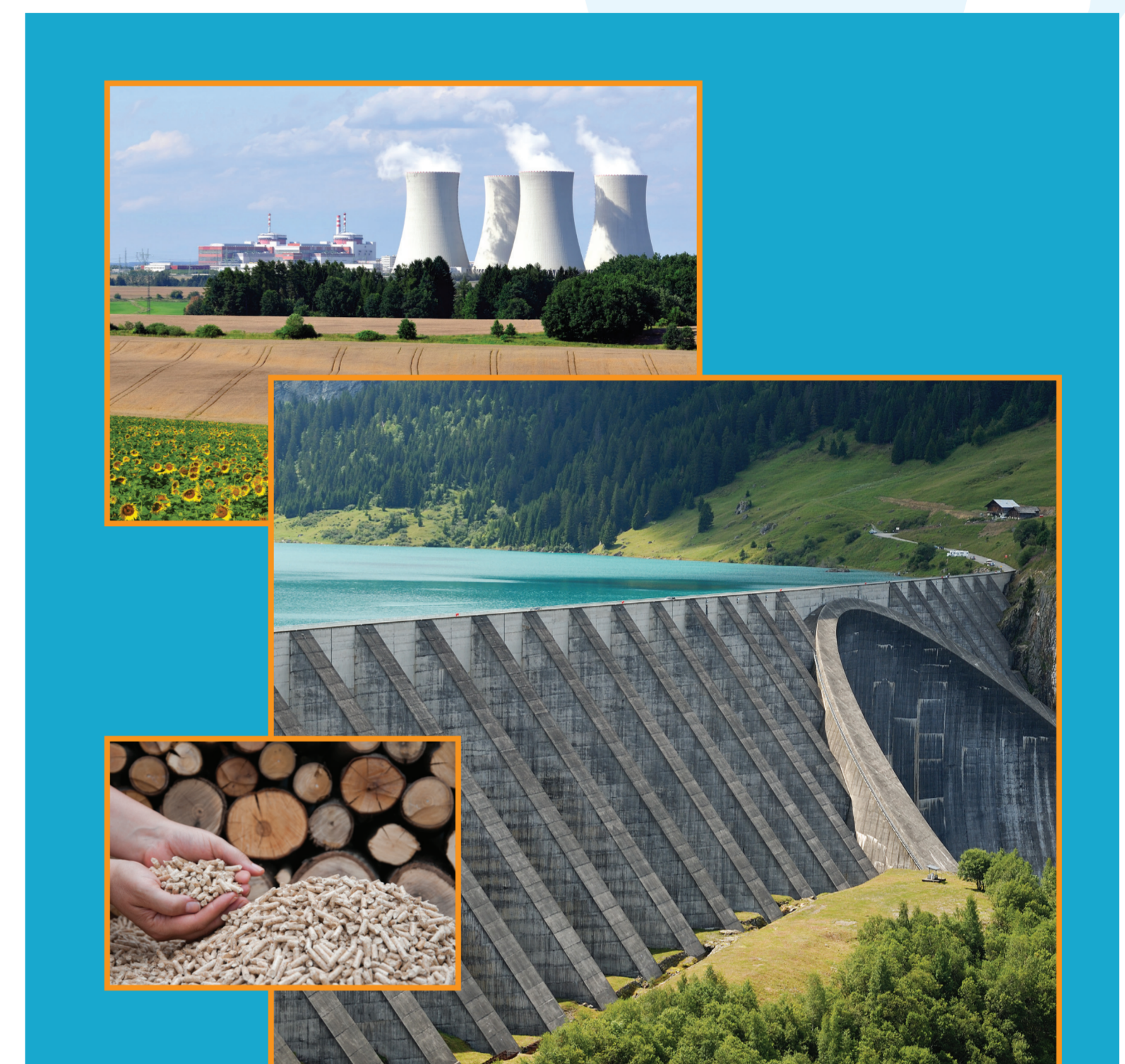
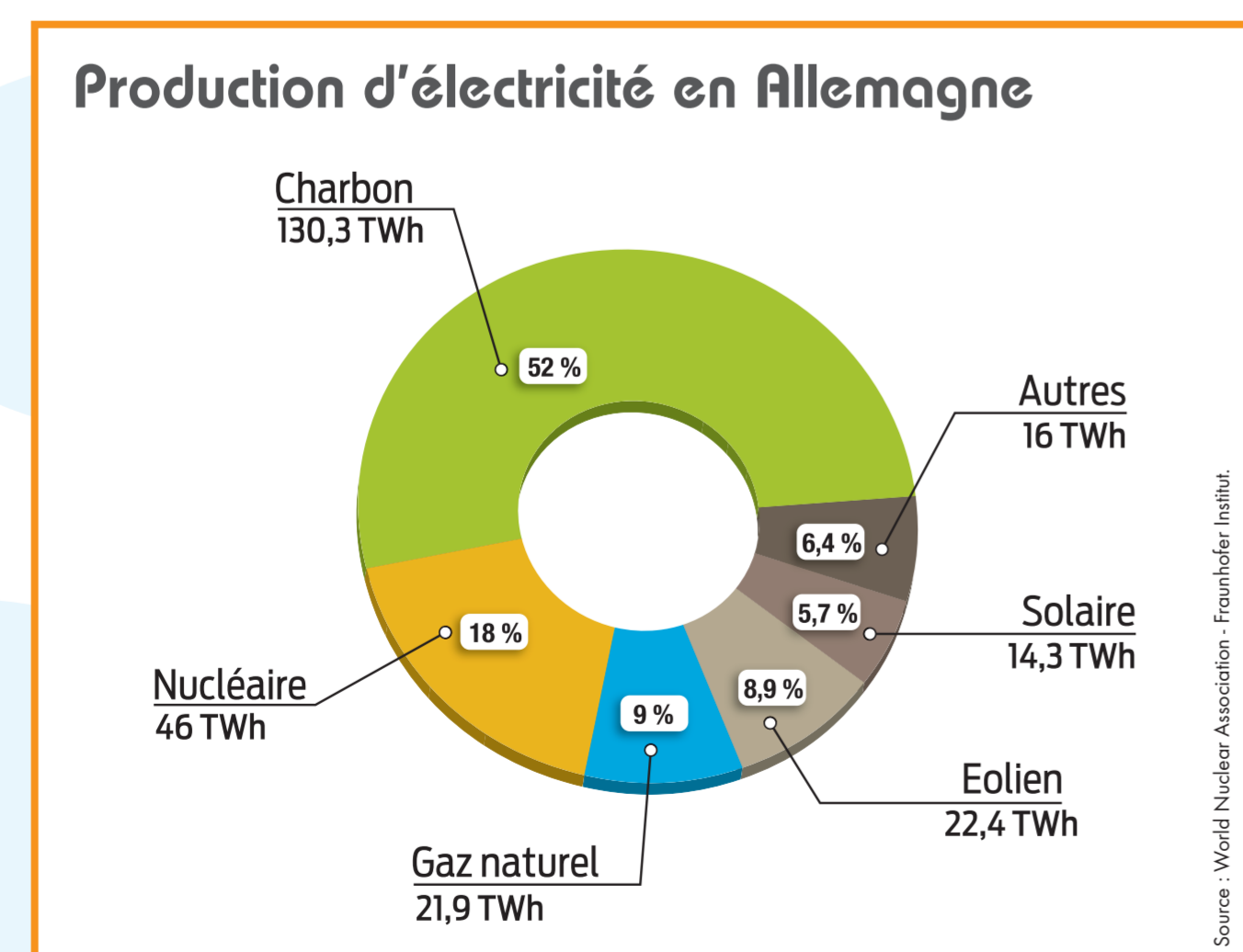
► Un modèle allemand ?

L'Allemagne a massivement développé l'électricité éolienne et solaire, mais malgré ses efforts la part de ces énergies atteint à peine 15 % de sa production totale.

85 % de l'électricité restante est produite par un peu d'hydraulique, par les dernières centrales nucléaires encore en fonctionnement, le gaz et surtout beaucoup de charbon (52 %). La sortie du nucléaire est compensée par du charbon et du gaz, baptisées pudiquement « technologies de transition ».

En avril 2014, le Ministre de l'énergie, Sigmar Gabriel, a parlé « d'échec écologique et économique » : les émissions de CO₂, déjà d'un niveau élevé (voir panneau 6) augmentent.

Cela résulte d'obstacles technologiques en matière de stockage massif de l'électricité qui maintiennent à ce jour l'éolien et le solaire, par nature intermittents, en énergies de complément.



Le Saviez vous ?

Des prix de l'électricité parfois... négatifs !

Il existe plusieurs bourses de l'électricité en Europe où le kWh se vend au plus offrant quelques heures, plusieurs jours, mois, années à l'avance. On distingue ainsi le marché à long terme et le marché dit « spot » à très court terme. Le prix du kWh peut varier rapidement au gré des pics de consommation et des variations météorologiques. En février 2012, lors de la vague de froid, le MWh a atteint près de 2 000 €, alors que lors de certains épisodes très venteux en Allemagne, son prix est devenu négatif : - 50 € ! Il fallait évacuer le surplus d'énergie éolienne parce qu'elle était prioritaire sur le réseau.

